



Contribution ATD Quart Monde ODD 10 Forum Politique de Haut Niveau 2019

Contact : genevieve.tardieu@atd-quartmonde.org

Les inégalités et la lutte contre la pauvreté sont inextricablement liées. Si lutter contre la pauvreté réduit les inégalités, l'inverse n'est pas nécessairement vrai.

Les inégalités monétaires conduisent à d'autres inégalités de toute nature et peuvent priver d'accès aux droits, tels que le droit à l'éducation, au logement décent, à la santé, mais aussi à la justice etc. Lorsqu'une frange de la population cumule le non accès aux droits, elle tombe dans l'extrême pauvreté, qui les emprisonne dans un processus de discrimination et d'exclusion sociale. Le cumul des inégalités a donc un impact sur la nature des injustices qu'elles produisent.

Il faut ainsi arrêter de se limiter à une conception strictement basée sur un seuil monétaire de 1,90 \$ pour aborder la question de la pauvreté, et passer à une conception multidimensionnelle afin de s'attaquer aux différentes violations des droits.

L'indicateur de l'agenda 2030 pour la réduction des inégalités monétaires n'est donc pas assez exigeant. Les Etats devraient se donner des cibles quantitatives et qualitatives précises, claires et transparentes.

Il serait important également que chaque Etat, définisse ces cibles en lien avec les personnes qui vivent dans la pauvreté, car celles-ci sont les mieux placées pour savoir quelles mesures sont essentielles pour améliorer leur situation et contribuer au développement de leur pays.

Ceci est ambitieux, mais possible et indispensable. Pour y arriver, il faut conduire des recherches actions participatives avec les communautés directement concernées afin d'identifier les stratégies qui seront les plus efficaces pour soutenir les efforts des populations pour s'en sortir. Ces méthodologies de recherche commencent à être reconnues comme indispensables à la science.

Très récemment l'Université d'Oxford et le mouvement International ATD Quart Monde ont conduit une recherche en Croisement des savoirs entre des universitaires, des praticiens et des personnes qui vivent dans la grande pauvreté dans 6 pays, 3 du Nord et 3 du Sud. Après 3 ans de travail, des dimensions communes ont été dégagées. Aux privations, s'ajoutent la dépossession du pouvoir d'agir, et la maltraitance institutionnelle et sociale.

Ainsi les politiques de réduction des inégalités et de lutte contre la pauvreté devraient avoir un impact positif sur la reconquête du pouvoir d'agir des personnes, s'appuyer sur les contributions qu'elles apportent déjà à la communauté, s'assurer de recréer du lien au-delà des divisions sociales.

Aujourd'hui, dans le monde, la concentration des inégalités est incompatible avec la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. Elle est également incompatible avec une transition écologique et environnementale solidaire. C'est pourquoi il est urgent que l'ODD 10 soit pleinement réalisé. Pour ceci, il faut respecter l'exigence transversale de "ne laisser personne de côté" et de "commencer par les personnes les plus vulnérables".